



HAL
open science

Un “ retour ” inachevé : la relation entre la Russie et l’Afrique à l’épreuve de la guerre en Ukraine

Igor Delanoë

► **To cite this version:**

Igor Delanoë. Un “ retour ” inachevé : la relation entre la Russie et l’Afrique à l’épreuve de la guerre en Ukraine. *Paix et sécurité européenne et internationale*, 2023, 19. halshs-03988002

HAL Id: halshs-03988002

<https://shs.hal.science/halshs-03988002v1>

Submitted on 10 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Un « retour » inachevé : la relation entre la Russie et l’Afrique à l’épreuve de la guerre en Ukraine

Igor Delanoë

Directeur adjoint de l’Observatoire franco-russe
Docteur en histoire, chercheur associé au LADIE (Université Côte d’Azur)

Résumé

L’intérêt de la Russie pour l’Afrique sub-saharienne, avec une approche dominée par la géoéconomie, notamment dans le secteur des industries extractives, n’est apparu qu’à la fin des années 2010, alors que jusque-là l’Afrique du Nord était privilégiée. La crise de 2014 en Ukraine l’a poussée à adopter une démarche géopolitique dans le contexte de ses relations de plus en plus conflictuelles avec l’Occident. Elle s’est présentée aux États africains comme une puissance sans passé colonial opposée au « néo-colonialisme » des occidentaux mais capable, contrairement notamment à la France, d’être un « pourvoyeur de sécurité » pour les pouvoirs en place. Avec le déclenchement du conflit ukrainien en 2022, sa diplomatie est devenue plus active, comme son investissement sécuritaire. Mais celui-ci s’appuie plutôt sur les activités du groupe Wagner que sur le ministère de la Défense. Si la Russie en a retiré, devant l’ONU, un soutien indirect à son action en Ukraine, la question de l’intérêt pour les États africains de son offre de sécurité se pose néanmoins du fait de l’impact sur ses capacités financières des sanctions qui lui sont imposées et de l’affaiblissement de ses capacités sécuritaires, mobilisées sur le front ukrainien.

Mots-clés : Afrique sub-saharienne, Afrique de l’Ouest, Russie, Ukraine, France, Soudan, Mali, République centrafricaine, Afrique du Sud, Wladimir Poutine, géoéconomie, géopolitique, zones d’intérêt, groupe Wagner, États occidentaux, occident collectif, industries extractives, sécurité, diplomatie, souveraineté, néo-colonialisme, Afrokom, armements, sanctions, capacités financières

Abstract

Russia’s interest in Africa (if we consider only sub-Saharan Africa) only appeared at the end of the 2010s with an approach dominated by geoeconomics, particularly in the sector of extractive industries. The 2014 crisis in Ukraine pushed it to adopt a geopolitical approach in the context of its increasingly conflicting relations with the West. It has presented itself to African states as a power without a colonial past opposed to Western “neo-colonialism” but capable, unlike France in particular, of being a “provider of security” for the powers in place. With the outbreak of the Ukrainian conflict in 2022, its diplomacy has become more active, like its security investment. But this is based more on the activities of the Wagner group than on the Ministry of Defense. Although Russia has obtained, before the UN, indirect support for its action in Ukraine, the question of the interest for African States of its security offer nevertheless arises because of the impact on its financial capacities of the sanctions imposed on it and the weakening of its security capacities, mobilized on the Ukrainian front.

Keywords: Sub-Saharan Africa, West Africa, Russia, Ukraine, France, Sudan, Mali, Central African Republic, South Africa, Wladimir Putin, geoeconomics,

geopolitics, areas of interest, Wagner group, Western states, collective West, industries extractives, security, diplomacy, sovereignty, neo-colonialism, Afrokom, armaments, sanctions, financial capabilities

I. Introduction

Encore marginal au cours des années 2000, l'intérêt russe pour l'Afrique sub-saharienne, l'Afrique centrale et l'Afrique australe s'est affirmé au cours de la seconde moitié des années 2010 avec en point d'orgue le sommet Russie-Afrique qui s'est tenu à Sotchi en octobre 2019. Produit d'un autre « retour », celui de Moscou sur la scène stratégique moyen-orientale et nord-africaine, le « retour » de la Russie en Afrique apparaît comme une manifestation du « pivot oriental » entrepris par le Kremlin à la faveur du retour de Vladimir Poutine au Kremlin en 2012. La guerre qui éclate en Ukraine fin février 2022 révèle cependant de nouveaux enjeux dans la relation entre Moscou et les capitales africaines, soucieuses de se tenir à distance d'un conflit lointain qu'elles ne considèrent pas nécessairement comme le leur. La sécurité alimentaire, avec la redécouverte de la place de la mer Noire dans l'approvisionnement de pays africains en céréales russes et ukrainiennes, la question des « effets secondaires » des sanctions occidentales prises contre Moscou, et les interrogations autour de la pérennité de l'empreinte sécuritaire russe constituent autant de sujets qui ont surgi depuis le 24 février 2022 et le déclenchement par le Kremlin de son « opération spéciale » en Ukraine.

L'expansion de l'influence russe en Afrique, et plus particulièrement en Afrique de l'Ouest, constitue un sujet de préoccupation majeure pour les autorités françaises depuis plusieurs années. D'une part parce que Paris estime qu'elle se réalise au détriment des intérêts français, et, d'autre part, parce que cette expansion reste caractérisée par un jeu à somme nulle dont les enjeux dépassent le cadre régional africain. Alors que le conflit ukrainien fait rage, Russes et Africains doivent désormais faire face à une série de défis qui se posent au développement de leurs relations politique, économique et sécuritaire. Dans quelle mesure le conflit ukrainien peut-il remodeler l'empreinte de la Russie en Afrique¹ ?

II. De la géoéconomie au prisme géopolitique : l'émergence progressive de l'Afrique dans les horizons de la politique extérieure de la Russie

C'est bien la réinsertion de la Russie dans les contrées africaines sises hors de l'Afrique du Nord et du Sud qui a marqué un tournant. Le Kremlin était parvenu depuis 1991 à maintenir puis, au cours des années 2000, à réactiver ses liens avec les capitales nord-africaines (Alger, bien sûr, mais surtout déploiement d'une « politique » égyptienne après l'arrivée du maréchal Sissi au pouvoir au Caire en 2013, puis éclosion des liens avec le Maroc au cours des années 2010). L'Afrique du Sud, quant à elle, avait fait l'objet d'un investissement diplomatique de la part du Kremlin dès le second mandat de Vladimir Poutine qui s'y rend en 2006. Toutefois, le pays est alors avant tout considéré en Russie à travers le prisme des BRICS, et non à travers

¹ Dans cet article, il sera question de l'apparition ou de la réapparition de l'influence russe dans les États africains riverains de la mer Rouge (Soudan, Érythrée...), en Afrique de l'Ouest (Mali, Burkina Fasso, Tchad...), en Afrique australe (Mozambique, Madagascar...) et centrale (République centrafricaine).

son « africanité ». Son « retour » dans la vaste région Afrique du Nord - Moyen-Orient entrepris avec succès dans le sillage de sa campagne syrienne constitue à l'évidence une étape majeure sans laquelle la Russie n'aurait pu se projeter vers les lointains horizons africains.

Le continent africain fait rarement l'objet de développements dans le corpus de textes d'orientation stratégique russe². Relevant des horizons qualifiés « d'étranger lointain » dans les documents officiels, l'Afrique se situe au même rang que l'Amérique latine ou l'Antarctique en termes de priorité régionale au sein de la politique extérieure russe. Contrairement à une impression qui peut dominer vu d'Occident, la Russie ne dispose en réalité pas d'une stratégie africaine compréhensive à proprement parler. Le sommet Russie-Afrique qui s'est tenu à Sotchi en octobre 2019 a pu donner l'impression en trompe l'œil que Moscou déroulait une grande politique africaine articulée autour d'un plan directeur. Il n'en est rien ; ce sommet a plutôt marqué l'intérêt politique renouvelé du Kremlin pour le continent africain.

En matière de politique étrangère, Moscou continue d'accorder une priorité absolue à l'espace post-soviétique, en cohérence avec la doctrine Primakov³. Le « pivot oriental » entrepris à la faveur du retour de Vladimir Poutine au Kremlin en 2012 représente un autre axe dominant de la politique extérieure russe, avec ses composantes asiatique (Chine, Inde...), nord-africaine (Algérie, Égypte...) et moyen-orientale (Turquie, Iran, pétromonarchies arabes du Golfe...). L'Afrique s'insère dans ses horizons non-occidentaux, mais de manière assez périphérique. Économiquement, si l'on ôte le commerce avec l'Afrique du Nord⁴, les échanges entre la Russie et les pays africains s'établissent annuellement entre un et deux milliards de dollars au cours des années 2010 (moins de 1 % du commerce extérieur de la Russie). Si l'on focalise sur l'Afrique de l'Ouest, le premier partenaire commercial de Moscou est le Nigéria avec 4,9 milliards de dollars de volumes d'échanges cumulés entre 2011 et 2021, devant le Sénégal (3,7 milliards de dollars d'échanges cumulés)⁵. Il s'agit donc d'une zone très secondaire pour le commerce extérieur de la Russie qui, en 2021, a totalisé près de 786 milliards de dollars d'échanges. En dépit des modestes performances du commerce russo-africain, la relation avec l'Afrique est dominée côté russe par une approche géoéconomique au cours des années 2000, essentiellement en raison des richesses naturelles renfermées par le continent. Certains acteurs économiques russes publics (bien souvent des conglomérats d'État) et privés ont su quelque fois y maintenir leurs positions après 1991, voire les étendre, y compris pendant les périodes de « vaches maigres » des années 1990 et du début des années 2000. Leurs activités relèvent majoritairement du secteur de l'industrie extractive. Ainsi, sur la période 2003-2015, l'Afrique capte 1,5 % des investissements directs étrangers russes, soit 15 milliards de dollars. Une trentaine de sociétés russes y déploient leurs activités centrées autour de l'extraction de ressources naturelles⁶. Des compagnies publiques comme Rosatom

² L'Afrique est mentionnée une fois dans la nouvelle version de la Stratégie de sécurité nationale (juillet 2021), à l'article 101, point 9. Elle est également évoquée dans l'article 99 du Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie (novembre 2016).

³ Du nom de l'ancien ministre russe des Affaires étrangères de Boris Eltsine, Evgueni Primakov (1996-1998), qui préconise alors qu'aucune des crises surgissant dans l'espace ex-soviétique ne soit réglée contre les intérêts de la Russie. Il appelle aussi à ce que Moscou œuvre à l'émergence d'un monde multipolaire, la Russie n'ayant rien de bon à attendre, selon lui, d'un monde unipolaire.

⁴ 80 % du volume commercial entre la Russie et le continent africain sont réalisés avec l'Algérie et l'Égypte. On constate aussi une montée en puissance des échanges avec le Maroc qui s'établissent entre 1 et 2 milliards de dollars chaque année depuis 2011, soit autant que l'ensemble du commerce entre la Russie et le reste des pays africains (cf. *infra*).

⁵ Valeurs obtenues par l'auteur suite à l'exploitation de la base de données du Service fédéral des douanes russes.

⁶ Irina Abramova, « Potential of the African Continent in the updated Strategy of Development of the Russian Federation », *African Studies in Russia. Works of the Institute for African Studies of the Russian Academy of Sciences. Yearbook 2014-2016*, Moscou, Russian Academic of Sciences. Institute for African Studies, 2017, p. 13.

(opérateur atomique) ou privées comme Rusal (aluminium) ou Alrosa (diamant) mais aussi des opérateurs gaziers et pétroliers voient prospérer leurs affaires africaines. Pour certaines entreprises, notamment dans le secteur pétro-gazier, les gisements africains permettent de pallier l'arrivée en fin de vie de champs situés en Russie. Verrous technologiques et sanctions occidentales – surtout après 2014 – poussent en outre certaines sociétés énergétiques russes vers l'Afrique, où les ressources sont accessibles avec les technologies dont elles disposent déjà. Le pétrolier Lukoil fait ainsi irruption au Cameroun, au Nigéria et au Ghana dès le printemps 2014 où il prend part à des projets d'exploitation⁷. Enfin, bien que disposant d'un territoire immense et de ressources naturelles abondantes, la Russie dépend entièrement ou presque des importations pour ses besoins en manganèse, cobalt et chrome notamment⁸.

À mesure que les relations entre la Russie et l'Occident se détériorent au fil du second mandat de Vladimir Poutine (2004-2008), Moscou perçoit l'Afrique avec un intérêt renouvelé et densifie ses relations avec le continent à travers des fora internationaux (BRICS, G8, Union africaine...). La crise de 2014 dans les relations russo-occidentales transforme l'intérêt que porte le Kremlin pour le continent africain, désormais envisagé par Moscou à travers le prisme géopolitique de ses relations de plus en plus conflictuelles avec l'Occident.

III. Acteurs et vecteurs de la présence russe en Afrique de l'Ouest

III. I. Le renouvellement des vecteurs de pénétration de l'influence russe en Afrique

L'insertion de la Russie dans les structures politico-sécuritaires d'États africains repose sur un certain nombre de vecteurs d'influence. Moscou peut ainsi capitaliser sur l'histoire, non seulement en se présentant comme une puissance ne disposant d'aucun passé colonial (en République centrafricaine par exemple), mais encore comme un ancien partenaire politique et militaire de l'époque de la guerre froide (Mali). L'existence d'un puissant sentiment anti-français au sein de certains pays africains constitue un autre vecteur non moins efficace. Ce sentiment, le cas échéant instrumentalisé par les élites locales et leurs partenaires en affaires russes, s'agrège au narratif anti-occidental russe déployé depuis les années 2000 – la critique de l'ingérence occidentale au sein des États souverains, l'interventionnisme armé de l'Occident réputé déstabilisateur, l'imposition de valeurs démocratiques et libérales parfois par « le glaive », la nécessité de l'avènement d'un ordre mondial multipolaire « désoccidentalisé »... Rappelons qu'au cours des années 2000, Moscou diffusait déjà ce récit qui peinait à convaincre les capitales africaines et moyen-orientales, dubitatives quant aux motivations politiques et aux moyens de la Russie.

Face aux dénonciations occidentales, et notamment celles exprimées par Paris face à « l'ingérence russe », Moscou a beau jeu de rétorquer qu'elle ne fait aujourd'hui que répondre aux sollicitations des gouvernements locaux et que, ce faisant, la Russie rend au passage la monnaie de sa pièce à l'OTAN qui a planté son drapeau dans les capitales d'Europe centrale et de l'Est au cours des années 1990 et 2000, en capitalisant notamment sur le fort sentiment anti-russe qui y régnait alors.

En réalité, le Kremlin rend palpable la notion de zones d'intérêts privilégiés à travers son jeu d'influence africain qui, pour des raisons historiques et géographiques liées à la zone, cause principalement du tort aux intérêts de la France. Vu de Moscou, deux contextes se font

⁷ Voir le site officiel de Lukoil.

⁸ Irina Abramova, art. cit., p. 13.

écho : l'Europe centrale et orientale, où l'OTAN et la Russie se sont livrés à un jeu à somme nulle au cours des années 1990 et 2000, et l'Afrique, où la Russie cherche aujourd'hui à accumuler des « trophées » en plantant son drapeau au milieu de capitales africaines. Une manière pour Moscou d'aussi régler à peu de frais (une partie de) ses comptes avec les Occidentaux tout en présentant ces agissements comme étant tantôt le fait d'entreprises privées, tantôt comme des développements pouvant, le moment venu, faire l'objet d'un *grand bargain* plus global avec les Américains. Avec la guerre en Ukraine, ce dernier point n'est d'ailleurs probablement plus d'une grande actualité si tant est qu'il ne l'ait jamais été.

Depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine, le récit russe s'est enrichi d'un nouvel élément susceptible de séduire l'audience africaine. Dans sa critique acerbe de « l'Occident collectif », selon la terminologie *mainstream* en vigueur en Russie depuis la fin des années 2010, Moscou évoque désormais les ambitions « néo-colonialistes » des Occidentaux. La formule est employée par exemple par le président russe lors de son discours prononcé dans le cadre de la session plénière de la réunion annuelle de Club de Valdaï en octobre 2022⁹. Établissant des liens entre la période coloniale et le néo-colonialisme dont il taxe les Occidentaux aujourd'hui, il renoue en réalité avec les fondamentaux des critiques régulièrement adressées à l'Occident par la Russie depuis les années 2000 (et clairement formulées lors du désormais historique discours de Vladimir Poutine à Munich de 2007). En creux : la globalisation, en visant à uniformiser les normes financières et technologiques ainsi que les systèmes de valeurs selon les codes occidentaux, serait, selon le Kremlin, une forme de système néocolonial... Mis en œuvre par un Occident disqualifiant tout autre système politique, par essence inférieur à celui de la démocratie libérale, ce processus aurait pour but, dans cette vision, la prise de contrôle des ressources financières, naturelles, intellectuelles et humaines mondiales. Ce portage permet plus qu'autre chose au Kremlin de renouveler le contenu de son narratif « traditionnel » sans concession à l'égard des Occidentaux tout en élargissant le spectre de son audience à un public du « sud global » – et plus particulièrement, africain – généralement peu insensible à ces thèses. Il s'insère dans le projet géopolitique de Vladimir Poutine qui souhaite, depuis son arrivée au pouvoir, faire de son pays une puissance mondiale souveraine de premier plan. La notion de souveraineté – clef dans le projet de puissance russe – résonne évidemment ici avec celle, mise en exergue par le Kremlin, de « néo-colonialisme » occidental, mais se télescope aussi avec un certain nombre d'agissements reprochés ces dernières années par des capitales occidentales à des acteurs russes en Afrique. Ce discours surgit en effet au moment où la société Wagner est accusée de se comporter en prédateur dans les pays où elle est établie, dont elle « pomperait » les ressources naturelles. Le récit russe autour du néocolonialisme constituerait-il dès lors un contre-narratif à cet égard ? Si ce n'est pas nécessairement sa raison d'être initiale – encore une fois, il s'agit plutôt d'une actualisation du récit russe déployé depuis le second mandat de Vladimir Poutine –, il peut néanmoins être employé, selon le contexte et les acteurs, comme un contre-narratif.

À cet égard, la mise à disposition d'un récit russe porté au plus haut niveau de l'État vient fournir un substrat idéologique au vecteur sécuritaire russe. Ce dernier représente certainement le vecteur d'influence le plus opérant, en tout cas celui pour lequel Moscou est sollicitée. Capitalisant sur sa « carte de visite syrienne » et sa réinsertion consécutive sur la scène géopolitique nord-africaine et moyen-orientale au détriment des intérêts occidentaux, la Russie se présente volontiers comme pourvoyeur de sécurité auprès de pouvoirs politiques parfois aux abois. Le conservatisme géopolitique mis en avant par Moscou sur la rive Sud de la Méditerranée au détriment de la qualité de ses relations avec les Occidentaux constitue un

⁹ Voir le texte de son intervention datée du 27 octobre disponible en russe sur le site du Kremlin. Vladimir Poutine fait référence au colonialisme et au néo-colonialisme occidental à 5 reprises (hors séance de questions-réponses) : <http://kremlin.ru/events/president/news/69695>.

argument auquel certains dirigeants ne peuvent être indifférents. Le « package sécuritaire » russe comporte de nombreux services et « options » : sécurité des personnes, campagne d'influence sur les réseaux sociaux, livraisons de matériels militaires – la Russie était le premier pourvoyeur d'armements en Afrique sub-saharienne en 2016-2020¹⁰ – et formation à leur emploi, entraînement de troupes, sécurité alimentaire... Dans une région caractérisée par des coups d'État réguliers et une instabilité liée à l'action de groupes armés, cette offre « sécurité contre concession » proposée par la société Wagner peut satisfaire une certaine demande.

III.2. L'Afrique, nouvel eldorado pour la diplomatie russe ?

Par acteurs, nous entendons les personnes ou organes responsables de l'élaboration des actions déployées par la Russie en Afrique, ceux qui les sanctionnent (prise de décision) ainsi que ceux responsables de leurs mises en œuvre et de leur suivi. Ce processus en quatre temps peut relever de la même catégorie d'acteurs (par exemple, des diplomates), comme il peut être fractionné et représenter la somme de l'implication de plusieurs acteurs (par exemple, des préconisations élaborées par les diplomates, validées par le Kremlin et mises en œuvre ensuite par le ministère des Affaires étrangères et l'Afrokom¹¹). D'une manière générale, l'absence en Afrique d'intérêts considérés comme vitaux par la Russie, ceci dans un contexte de forte prévalence des prismes sécuritaire et occidental¹² en politique extérieure, tend à éloigner le Kremlin du processus décisionnel. Enfin, il convient de conserver à l'esprit que le système de prise de décision en matière de politique étrangère en Russie laisse bien peu de place à l'absorption et la prise en compte de l'expertise qui peut être formulée par des centres de recherche universitaires ou dans des *think tanks* russes.

Dans ce contexte, le ministère des Affaires étrangères figure en bonne place parmi les acteurs russes à la manœuvre en Afrique. La diplomatie russe a pu se retrouver parfois « marginalisée » après 2014 et la « militarisation » de la politique étrangère russe consécutive à la crise ukrainienne. Or, contrairement à d'autres théâtres où militaires et services spéciaux semblent bien plus aux manettes (Afrique du Nord, Moyen-Orient mais aussi relation avec les Occidentaux...), la diplomatie russe paraît particulièrement active sur le continent africain depuis le déclenchement de « l'opération spéciale » en Ukraine. Cet activisme est illustré par les deux tournées africaines réalisées par Sergueï Lavrov en 2022 – la première en mars, la deuxième en juillet – au cours desquelles il visite une dizaine de pays¹³. Fin janvier 2023, le ministre russe des Affaires étrangères entame un nouveau déplacement en Afrique – le troisième en dix mois – qui l'amène à visiter quatre pays¹⁴. On ne constate rien de comparable aussi bien du côté du Kremlin, que du ministère de la Défense : ni Vladimir Poutine – nous y reviendrons –, ni Sergueï Choïgou, ni même le chef d'état-major russe n'ont jamais réalisé de tournée africaine, hormis en Afrique du Nord (Libye et Algérie où le président russe se rend lors de son deuxième mandat, et évidemment, l'Égypte, notamment après la réactivation du

¹⁰ La Russie était le pays d'origine de 30 % des importations d'armements par les pays d'Afrique sub-saharienne en 2016-2020, contre 25 % en 2011-2015, d'après le SIPRI. Pour l'essentiel, il s'agit d'hélicoptères (transport et combat), de systèmes anti-aériens (portatifs et batteries), de lance-missiles anti-char et de véhicules blindés. Voir « Trends in International Arms Transfers », *SIPRI Fact Sheets*, mars 2021, p. 8. Voir aussi la base de données du SIPRI sur les transferts d'armements.

¹¹ Voir *infra*.

¹² À savoir la tendance à Moscou à considérer les dynamiques géopolitiques à l'œuvre à travers le monde à l'aune de ses relations (confrontationnelles) avec l'Occident.

¹³ Angola, Namibie, Mozambique, Zimbabwe et Éthiopie en mars, Égypte, Congo, Ouganda et encore Éthiopie en juillet.

¹⁴ Afrique du Sud, Eswatini, Angola et Érythrée.

format « 2+2 »¹⁵). Prétoria est le principal partenaire économique de Moscou en Afrique australe (\$1,1 milliard d'échanges en 2021, qui plus est avec un solde négatif pour la Russie, ce qui une rareté dans le commerce extérieur russe)¹⁶ et un membre important des BRICS. Vu d'Afrique du Sud, le conflit en Ukraine est une guerre entre Occidentaux dans l'hémisphère nord, ce qui explique que non seulement le pays ne se soit pas joint aux sanctions occidentales, mais encore son abstention lors des trois votes intervenus à l'Assemblée générale de l'ONU en lien avec les actions russes en Ukraine¹⁷. Pour le chef de la diplomatie russe, il s'agit en outre de préparer l'édition 2023 du sommet Russie-Afrique annoncé pour la fin juillet, mais aussi de porter personnellement le récit russe au sujet du conflit ukrainien au cœur des pays africains, soumis à des pressions de la part des pays occidentaux qui attendent d'eux qu'ils cessent de coopérer avec Moscou. Le dispositif diplomatique russe pour l'Afrique s'articule par ailleurs autour de trois personnages clefs. Mikhaïl Bogdanov, en tant qu'envoyé spécial de Vladimir Poutine pour l'Afrique et le Moyen-Orient et vice-ministre des Affaires étrangères, a « l'oreille » du président. Son périmètre autorise en outre l'articulation de politiques entre les deux régions. Par essence, son mandat est plus celui d'un messenger ayant accès au Kremlin qui le dépêche dans des zones avec des enjeux diplomatiques généralement considérés comme élevés¹⁸. Autre figure : Vsevolod Tkatchenko, directeur du département Afrique au ministère des Affaires étrangères, et ancien ambassadeur en Éthiopie et ex-représentant de la Russie auprès de l'Union africaine. Enfin, Oleg Ozerov, ancien numéro deux du département Afrique au ministère des Affaires étrangères (2017-2020), qui exerce depuis mai 2020 la fonction de secrétaire du Forum pour le partenariat Russie-Afrique, avec rang d'ambassadeur. Outre l'organisation du sommet Russie-Afrique, ses fonctions consistent à piloter l'action de la Russie auprès des organisations régionales africaines (Union africaine principalement) et en l'accompagnement politico-diplomatique des projets des sociétés privées et publiques russes sur le continent.

Les ressources humaines à disposition de la diplomatie russe en Afrique pourraient par ailleurs s'élargir suite à la diminution drastique de la voilure du réseau diplomatique russe en Europe et en Amérique du Nord intervenue depuis la seconde moitié des années 2010¹⁹. Les postes fermés et les diminutions des personnels dans les consulats, ambassades et autres représentations diplomatiques (Conseil de l'Europe, OTAN...) dans les pays occidentaux pourraient en effet profiter aux effectifs des représentations russes en Afrique, ce qui pourrait se traduire à moyen terme par un élargissement du spectre de leurs actions²⁰.

Créé en 2009 afin de soutenir l'expansion des entreprises russes en Afrique, Afrokom est l'organe de diplomatie économique russe sur le continent africain. Présidé par le sénateur Igor Morozov, Afrokom dispose en 2022 d'un réseau dans 17 pays africains²¹. À l'origine, il s'agit d'une initiative de la Chambre de commerce et d'industrie russe, adossée à VEB.RF – la banque de développement de Russie – qui prend donc forme sous la mandature de Dmitri Medvedev, sur fond d'« économisation » grandissante de la politique étrangère russe. Cette structure a pour vocation d'organiser des missions d'affaires et d'animer la relation

¹⁵ Rencontre entre les chefs de la diplomatie et les ministres de la Défense des deux pays.

¹⁶ Chiffre issu de l'exploitation de la base de données du Service fédéral des douanes russes.

¹⁷ Respectivement les votes intervenus le 2 mars pour demander la cessation immédiate de « l'offensive russe en Ukraine », le 7 avril sur la suspension de la Russie du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU et le 12 octobre sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Voir tableau ci-après.

¹⁸ On l'a vu activé sur la Libye ou le Proche-Orient par exemple.

¹⁹ En lien avec les différentes vagues d'expulsion mutuelle de diplomates survenues déjà sous l'administration Trump (affaire Skrypal notamment), et à plus forte raison depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine.

²⁰ Rappelons ici que, traditionnellement, les postes africains sont considérés comme peu porteurs dans la carrière diplomatique russe.

²¹ Voir le site d'Afrokom (disponible en français) : <https://afrocom.info/fr/about>.

économique entre la Russie et les pays africains à travers des comités bilatéraux²². Les responsables de ces comités côtés russes sont des hommes d'affaires et des hauts dirigeants (président de conseil d'administration, directeurs...) de sociétés du secteur de l'énergie (Inter RAO), d'entreprises qui exportent des engrais (Uralchem) ou qui sont spécialisées dans le diamant (Alrosa). Autrement dit, leurs profils reflètent assez logiquement la structure du commerce russo-africain qui est caractérisée par une prédominance, côté russe, des conglomérats (privés ou publics) orientés vers l'exploitation et l'exportation de ressources naturelles (secteur extractif, agriculture, minerais...). Outre l'organisation de forums d'affaires, Afrokom constitue un canal qui permet de faire du partage d'expérience entre sociétés disposant d'une histoire africaine et celles désireuses de se projeter sur le continent.

Hormis lorsqu'il existe une coopération militaro-technique avec un pays partenaire, le ministère de la Défense dispose d'une prise amoindrie sur les dossiers africains par rapport à celle qui est la sienne sur ceux de la région Afrique du Nord - Moyen-Orient. Les militaires disposent en effet d'une capacité de peser sur les dossiers syrien et libyen, et dans la relation avec Israël (à travers les mécanismes de déconfliction par exemple) et, à plus forte raison, dans celle avec l'Iran. En Afrique, mis à part au Soudan – où un projet de point d'appui naval russe est envisagé –, l'armée russe est nettement moins présente qu'elle ne l'est sur la rive Sud de la Méditerranée, au travers de ses déploiements permanents (Syrie, présence d'un détachement naval russe permanent en Méditerranée) ou occasionnels (exercices avec l'Algérie et l'Égypte). Sont à relever quelques rares déploiements navals sporadiques au large de l'Afrique de l'Ouest et au large de l'Afrique australe²³.

En revanche, la société Wagner, à travers ses activités en Afrique, et étant donné les liens qu'on lui prête avec les autorités russes, permet à Moscou de pallier la faiblesse de son dispositif militaire africain²⁴. Située à la charnière des intérêts publics et des intérêts privés, cette société à but lucratif sait pouvoir compter sur l'État russe (soutiens financier, logistique et matériel) pour, le cas échéant, déployer ses activités à travers différentes filiales, avec des succès avérés en termes d'implantation (République centrafricaine, Mali...) mais aussi des revers (Mozambique). Outre le militaire, ses activités couvrent aussi le champ médiatico-informationnel, mais aussi celui de l'exploitation des ressources naturelles qui lui permettent de se rémunérer pour ses services fournis aux États clients²⁵. Des relais influents, comme le blogueur et militant politique franco-béninois Kémi Seba, ont pu être sollicités par Wagner afin de diffuser un récit en adéquation avec l'agenda poursuivi. Accaparé par le champ de bataille ukrainien depuis février 2022, les ressources consacrées par la société à ses activités africaines ont certainement dû être mises sous pression. Au moment où ces lignes sont écrites, Wagner n'a pour autant pas délaissé le théâtre africain, bien au contraire.

²² Ou Conseils d'affaires. Il en existe huit formés avec l'Angola, le Nigéria, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, le Soudan, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud. Voir le site de Afrokom : https://afrocom.info/fr/business_council.

²³ La Russie, la Chine et l'Afrique du Sud réalisent ainsi des exercices navals dénommés « Mosi » au large des côtes sud-africaines en février 2022. Il s'agit de la deuxième édition de ces manœuvres après celle de novembre 2019. Voir « South Africa defends planned military drills with Russia and China », Reuters, 24 janvier 2023.

²⁴ Le Kremlin a précisé à maintes reprises que la société Wagner ne représentait pas les intérêts de la Russie, notamment dans le contexte libyen. En Ukraine, celle-ci prend toutefois part aux combats aux côtés de l'armée russe.

²⁵ Sur l'origine, le mode de fonctionnement, les filiales et les activités de cette société, voir Maxime Audinet, Kévin Limonier, « Le dispositif d'influence informationnelle de la Russie en Afrique subsaharienne francophone : un écosystème flexible et composite », *Questions de communication*, 2022/1 (n° 41), p. 129-148. Voir aussi : Maxime Audinet, *Le Lion, l'Ours et les Hyènes : Acteurs, pratiques et récits de l'influence informationnelle russe en Afrique subsaharienne francophone*, Étude 83, IRSEM, juillet 2021.

IV. L'impact du conflit en Ukraine sur les liens entre la Russie et l'Afrique

IV.1. À l'Assemblée générale des Nations unies, des voix africaines convoitées, témoins d'une forme de compréhension à l'égard de la Russie

L'éclatement de la guerre en Ukraine a mis en évidence des lignes de fracture entre ce que l'on appelle les pays du « sud global » et l'Occident, reflétées par la géographie des votes à l'Assemblée générale de l'ONU.

Tableau. Votes des pays africains* sur les projets de résolutions en liens avec la Russie soumises à l'Assemblée générale des Nations unies en 2022

| Texte | Contre | Abstention | Pour | Absents |
|---|---|---|---|--|
| RES/ES-11/1 « Agression contre l'Ukraine », 2 mars 2022 | Érythrée <i>Total : 1 sur un total de 5 contre</i> | Angola, Burundi, Rép. centrafricaine, Congo, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Mozambique, Namibie, Sénégal, Afrique du Sud, Soudan du Sud, Soudan, Ouganda, Tanzanie, Zimbabwe <i>Total : 16 sur un total de 35 abstentions</i> | Bénin, Botswana, Cap vert, Tchad, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mauritanie, Niger, Nigéria, Rwanda, Sao-Tomé-Et-Principe, Sierra Leone, Somalie, Trinidad-Tobago, Zambie <i>Total : 23 sur un total de 141 pour</i> | Burkina Faso, Cameroun, Éthiopie, Eswatini, Guinée, Guinée Bissau, Togo <i>Total : 7 sur 11 absents</i> |
| ES-11/L.4 « Suspension du droit de la Fédération de Russie de siéger au Conseil des droits de l'homme », 7 avril 2022 | Burundi, Rép. centrafricaine, Congo, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Mali, Zimbabwe. <i>Total : 8 sur un total de 24 contre</i> | Angola, Botswana, Cap Vert, Cameroun, Eswatini, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Kenya, Lesotho, Madagascar, Mozambique, Namibie, Sénégal, Niger, Nigéria, Afrique du sud, Soudan du sud, Soudan, Togo, Trinidad-Tobago, Ouganda, Tanzanie <i>Total : 24 sur un total de 58 abstentions</i> | Tchad, Comores, Côte d'Ivoire, Libéria, Malawi, Sierra Leone <i>Total : 6 sur un total de 93 pour</i> | Bénin, Burkina Faso, Djibouti, Guinée équatoriale, Guinée, Mauritanie, Rwanda, Sao-Tomé-Et-Principe, Somalie, Zambie <i>Total : 10 sur un total de 18 absents</i> |

| | | | | |
|--|--|--|--|---|
| <p>ES-11/L.5, « Intégrité territoriale de l'Ukraine : défense des principes consacrés par la Charte des Nations Unies », 7 octobre 2022</p> | <p><i>Total : 0 sur un total de 5 contre</i></p> | <p>Burundi, Rép. centrafricaine, Congo, Érythrée, Éthiopie, Eswatini, Guinée, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Afrique du sud, Soudan du sud, Soudan, Togo, Ouganda, Tanzanie, Zimbabwe</p> <p><i>Total : 18 sur un total de 35 abstentions</i></p> | <p>Angola, Bénin, Botswana, Cap Vert, Tchad, Comores, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Kenya, Libéria, Madagascar, Mauritanie, Niger, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Trinidad et Tobago, Zambie</p> <p><i>Total : 23 sur un total de 143 pour</i></p> | <p>Burkina Faso, Cameroun, Djibouti, Guinée équatoriale, Sao-Tomé-Et-Principe</p> <p><i>Total : 5 sur un total de 9 absents</i></p> |
|--|--|--|--|---|

* hors Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye et Égypte)

Si les trois textes concernés ont bien été adoptés, le vote des pays africains a en revanche constitué une illustration de l'impossibilité de former un front international uni en vue d'isoler la Russie, comme le souhaitent les Occidentaux. Lors des trois votes, les pays africains représentent plus de la moitié des absents ainsi qu'un contingent non négligeable des abstentionnistes (plus d'un sur deux lors du vote des résolutions de mars et octobre). Près de 40 États d'Afrique s'opposent, s'abstiennent ou préfèrent ne pas prendre position sur la suspension de la Russie du Conseil des Droits de l'homme de l'ONU décidée en avril 2022. Dans un contexte où les pays occidentaux ne ménagent pas leurs efforts pour bâtir un front uni international contre Moscou – quitte à recourir à la menace de sanctions secondaires –, ces résultats montrent que les pays africains, à quelques exceptions près – seuls le Tchad, les Comores, la Côte d'Ivoire, le Libéria et la Sierra Leone votent systématiquement pour les textes – souhaitent garder leur distance à l'égard d'un conflit qu'ils ne considèrent pas comme le leur. Pour certains, il n'est pas question de compromettre les relations avec Moscou : l'Afrique du Sud, le Soudan du sud, le Soudan, le Mozambique, l'Ouganda, la Namibie et la Tanzanie se sont systématiquement abstenus lors des trois votes – ce que l'on peut considérer comme une forme de soutien implicite à Moscou. Enfin, l'Érythrée a voté contre les deux premiers textes et s'est abstenue lors du scrutin portant sur le troisième, ce qui en fait probablement le pays africain le plus complaisant à l'égard de Moscou sur le dossier ukrainien.

Le focus sur les voix africaines lors des scrutins à l'Assemblée générale des Nations unies en 2022 atteste d'une polarisation assez nette entre un hémisphère occidental homogène dans sa condamnation de Moscou, et un hémisphère sud bien plus réservé, voire distant, à l'égard du sujet ukrainien²⁶. D'autres États du « Sud », à l'image de la Chine et de l'Inde qui s'abstiennent systématiquement, voire votent contre les textes, mais aussi le Brésil et les Émirat arabes unis – qui tantôt votent, tantôt s'abstiennent – tiennent aussi à se démarquer. Outre l'éloignement géographique, ce vote peut aussi être expliqué par le scepticisme de certains pays africains à l'égard de la réaction occidentale face au conflit en Ukraine, qu'ils ont tendance à considérer comme le produit de « l'indignation sélective » ou comme du double-standard. Pour d'autres États africains, le narratif russe anti-occidental entre en résonance

²⁶ L'examen des votes africains a conduit certains commentateurs à évoquer l'isolement de l'Occident face à la Russie (Jean-Dominique Merchet, « Ukraine : l'Occident isolé face à la Russie ? La preuve par l'ONU », *L'Opinion*, 13 octobre 2022) qui ne serait pas aussi isolée que les capitales occidentales le souhaitent (« A New U.N. Vote Shows Russia Isn't as Isolated as the West May Like to Think », *Time*, 13 octobre 2022).

avec leurs propres griefs exprimés à l’égard des pays occidentaux, ce qui peut se retrouver dans leur façon de voter à l’ONU²⁷.

L’examen de ces votes démontre une fois de plus l’intérêt que peut présenter l’Afrique en tant que réserves de voix pour certaines grande puissance (Russie) ou pour des puissances régionales (Israël, Turquie par exemple) qui peuvent être mises en difficultés lors de scrutins à l’ONU, et qui cultivent ainsi leurs liens avec les pays du continent. Outre que cette distanciation bienveillante des pays africains à l’égard du récit occidental et des sanctions tend à donner forme au narratif russe sur la « désoccidentalisation » des affaires du monde, elle peut aussi se traduire par des situations concrètes de soutien à Moscou dans d’autres enceintes. Ainsi, lors de la Conférence des États parties au Traité sur l’interdiction des armes nucléaires qui s’est tenue à Vienne en juin 2022, la Russie a été très critiquée lors des échanges. En revanche, elle n’est mentionnée à aucun moment dans le communiqué final de la conférence, à la demande expresse de certaines délégations africaines. Autrement dit, la guerre en Ukraine pourrait être de nature à rendre plus résilients les liens entre Moscou et certaines capitales africaines sur fond de pressions politico-économiques occidentales.

IV.2. Un « package sécuritaire » russe toujours aussi attractif ?

Si la guerre en Ukraine semble mettre en lumière un capital politique exploitable par la Russie, la question reste de savoir si Moscou entend capitaliser dessus. Au-delà de l’organisation du prochain sommet Russie-Afrique annoncé pour fin juillet 2023 à Saint-Pétersbourg, quelle est la volonté politique du Kremlin de déployer un agenda africain ? Et si cette volonté existe – rappelons que Vladimir Poutine n’a réalisé aucune grande tournée africaine²⁸ –, sur quelles ressources la Russie peut-elle compter ? On l’a vu, les postes diplomatiques russes pourraient voir leurs effectifs réhaussés. Mais *quid* des ressources financières alors que les sanctions se sont empilées sur la Russie ? Du côté des capitales des pays africains, cela revient à se demander jusqu’où s’investir dans la relation avec Moscou. Le risque de « lâchage » reste une donnée certainement prise en compte par certains dirigeants africains, de même que le coût politique du maintien de leur relation avec Moscou qui a augmenté aux yeux des Occidentaux. À cet égard, le déroulement des opérations en Ukraine est scruté depuis l’Afrique. L’aura dont pouvaient disposer la Russie et son armée suite au succès de la campagne syrienne ne risque-t-elle pas d’être quelque peu ternie, à ce stade du conflit tout au moins ? En outre, l’abandon à l’automne de territoires saisis dans les premières semaines des affrontements – dont la ville de Kherson – semble avoir constitué un signal négatif pour certaines capitales africaines, dont Bamako²⁹.

Autre interrogation qui taraude probablement certaines élites africaines : comment l’empreinte sécuritaire de la Russie est-elle susceptible d’évoluer en Afrique ? On l’a dit, non seulement l’armée russe, mais encore la société Wagner, sont lourdement sollicitées sur le champ de bataille ukrainien. Rapidement après le début des hostilités, nombre d’observateurs prédisent une contraction du rayon d’action de Wagner, contrainte de réduire la voilure de ses effectifs au Moyen-Orient et en Afrique afin de les rebasculer vers le théâtre ukrainien. Or, alors que le conflit entre dans sa deuxième année, il apparaît que, à ce stade tout du moins, la guerre en Ukraine n’a pas poussé Wagner à quitter le Mali, bien au contraire. Si les effectifs de cette société ont été revus à la baisse en Centrafrique au cours de l’année 2022, il en est

²⁷ Jędrzej Czerep, Sara Nowacka, « Fertile ground : How Africa and the Arab World found common language with Russia on Ukraine », *PISM Report*, 2023, 99 pages.

²⁸ Depuis son retour au Kremlin en 2012, il s’est rendu à quatre reprises en Afrique, chaque fois en Égypte ou en Afrique du Sud.

²⁹ Entretien réalisé par l’auteur depuis Moscou avec un grand reporter basé en Afrique pour un média français, janvier 2023.

allé autrement pour le Mali où ils ont même légèrement augmenté pour s'établir à 1 400 hommes début décembre 2022³⁰. C'est plutôt la question de l'expansion de l'empreinte de Wagner vers de nouveaux pays qui se pose. D'une part, un défi semble apparaître en matière de nouveaux effectifs mobilisables en vue « d'arracher » de nouveaux « trophées » et, d'autre part, le financement demeurerait une pierre d'achoppement, Wagner ne parvenant pas nécessairement à mettre la main sur les concessions convoitées³¹. Les événements survenus au Burkina Faso à l'automne 2022 semblent cependant indiquer que, à ce jour, Wagner conserve une certaine capacité de « projection » en Afrique de l'Ouest³² et que le capital réputationnel de la Russie paraît intact. La question toutefois reste de savoir si elle peut se maintenir sans compromettre ses arrières, au Mali et en Centrafrique notamment.

En matière d'exportation d'armements, si Moscou s'est érigée en pourvoyeuse incontournable des armées subsahariennes au cours des années 2010, qu'en sera-t-il à l'avenir ? Alors que la guerre en Ukraine se poursuit, le complexe militaro-industriel russe tourne à plein régime pour servir prioritairement les besoins de l'armée russe. Dans ce contexte, quelle place sera laissée pour les clients exports ? Les contrats africains se placent en effet loin derrière les juteuses commandes passées par des pays comme l'Algérie, peut-être demain l'Iran, sans compter les clients asiatiques.

V. Conclusion

Le conflit en Ukraine a éclaté alors que les relations entre Moscou et le continent africain étaient en plein renouveau. Souvent fragmentée, l'approche russe à l'égard de l'Afrique demeure réactive et encore trop arrimée à la confrontation à l'œuvre entre la Russie et l'Occident. Si la trajectoire de ces liens est aujourd'hui soumise à l'épreuve de la guerre, cette crise a cependant aussi mis au jour une forme de compréhension politique entre Moscou et des capitales africaines, illustrée par les prises de positions à l'ONU. Pour le Kremlin, comme pour certains États d'Afrique, cette guerre voit se matérialiser des représentations profondément ancrées (« Occident collectif », « double standard »...) qui se font écho. En outre, au-delà du récit hostile à l'Occident et de celui sur la souveraineté, déployés par Moscou, ainsi que de l'offre sécuritaire russe, cette relation manque encore de densité économique. Or, le mille-feuille de sanctions qui pèse aujourd'hui sur la Russie est de nature à compliquer l'épanouissement de ces liens commerciaux, déjà lestés par une compatibilité économique parfois toute relative entre les partenaires. Beaucoup dépendra de la volonté du Kremlin d'investir du capital politique et des ressources financières dans sa relation avec l'Afrique. À ce défi économique s'ajoute celui de la logistique – peu de connexions aériennes et maritimes relient directement la Russie au continent africain³³ – et de la culture africaine insuffisamment maîtrisée par les cadres chargés du développement commercial des entreprises russes en Afrique³⁴. À la veille de l'éclatement de la guerre en Ukraine, ce « retour » russe en Afrique paraissait ainsi quelque peu inachevé. Ce conflit, sans pour autant obérer la réinsertion de la Russie sur le continent africain, devrait cependant accentuer cette impression.

³⁰ « Au Mali, plongée dans le système Wagner », *Jeune Afrique*, 4 janvier 2023.

³¹ *Ibid.*

³² « Quand l'ombre de Wagner plane sur le Burkina Faso », *Jeune Afrique*, 22 décembre 2022.

³³ Au moment où ces lignes sont écrites, il existe seulement une liaison aérienne directe entre Moscou et Addis-Abeba (en dehors des nombreuses liaisons existantes entre la Russie et les pays d'Afrique du Nord).

³⁴ « Африка: перспективы развития и рекомендации для политики России », *Доклад по итогам ситуационного анализа*, Факультет мировой экономики и мировой политики, ВШЭ [« Afrique : perspectives de développements et recommandations pour la politique de la Russie », *Rapport d'analyse de la situation*, Faculté d'économie et de politique mondiales, Haute école d'économie, 2021, p. 78].